

L'indice de Pauvreté Humaine : Une évaluation pour La Réunion

Michaël GOUJON
CERDI, Université d'Auvergne
Michael.goujon@u-clermont1.fr

François HERMET
CEMOI, Université de La Réunion
thermet@univ-reunion.fr

Document de travail : Avril 2012

1. Introduction

Fin février 2012, La Réunion a connu une manifestation des transporteurs routiers contre la hausse du prix du carburant, suivie par des protestations contre la vie chère, et quelques nuits d'émeutes dans les centres urbains, menées par des jeunes durement frappés par le chômage. Pour tenter d'apaiser les tensions, les autorités ont été poussées à établir des négociations entre acteurs de la vie économique et consommateurs afin de constituer une liste d'une soixantaine de produits de première nécessité pour lesquels il y aurait une baisse des prix (négociée et/ou subventionnée). Cette liste s'ajoute aux 252 produits « COSPAR » censés couvrir depuis 2009 les besoins les plus élémentaires de la vie quotidienne.¹

Ces évènements sociaux sont révélateurs de l'exaspération d'une partie de la population de ce Département d'Outre-Mer (DOM) frappée par les inégalités et la pauvreté, alors qu'elle appartient à un espace national parmi les plus développés au monde.

L'objectif de l'exercice présenté ici est double : d'une part l'évaluation synthétique du niveau de la pauvreté au sein de ce DOM et d'autre part, la comparaison des inégalités territoriales en termes de pauvreté au sein d'un même espace national riche, entre cette région ultrapériphérique et sa Métropole.

La notion de pauvreté retenue ici ne se limite pas à son expression partielle de « pauvreté monétaire », telle que l'on la trouve par exemple dans les publications annuelles de l'INSEE-Réunion (Tableau Economique de La Réunion). Elle prend en compte d'autres types de privations, en l'occurrence celles définies par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cet organisme a construit depuis les années 1990, avec une certaine reconnaissance internationale, des indicateurs synthétiques permettant de comparer les niveaux de développement des pays et territoires indépendants dans le monde. Le plus connu de ces indicateurs est l'Indice de Développement Humain (IDH) qui est une mesure synthétique des niveaux de santé, d'éducation et de richesse monétaire. Suivant un certain nombre de travaux d'application de ces indicateurs au niveau régional, Goujon (2008, 2009)

¹ Le COSPAR Collectif d'Organisations Syndicales, Politiques et Associatives de La Réunion, avait alors négocié et signé avec l'Etat et les représentants de la grande distribution un accord sur une liste des produits devant connaître une baisse de prix.

et Goujon et Hermet (2012) ont calculé le niveau d'Indice de Développement Humain pour La Réunion, permettant d'évaluer le retard de développement de l'île par rapport à sa métropole (voir Tableau 1). Dans ce classement IDH du PNUD, La Réunion se place ainsi virtuellement aux alentours de la 40^{ème} place mondiale (au niveau de pays tels que l'Estonie, la Pologne, la Slovaquie ou la Hongrie), la France occupant la 8^{ème} place.

Malgré l'avancée qu'il constitue par rapport à l'indicateur du PIB par habitant, une critique souvent adressée à l'IDH est sa mesure *moyenne* du développement humain au sens où il ne prend pas en compte les inégalités au sein de la population du pays ou du territoire évalué. Un autre indicateur de développement construit par le PNUD, l'Indice de Pauvreté Humaine (IPH), évalue en revanche l'étendue de la pauvreté qui est fonction à la fois du niveau de développement mais également du niveau des inégalités. Ainsi, à un niveau d'IDH donné, plus un pays est inégalitaire, plus la part des pauvres ou des exclus dans la population est importante et plus l'IPH est dégradé. Nous nous proposons donc ici de calculer cet indicateur pour La Réunion, afin d'obtenir une mesure synthétique du niveau de la pauvreté dans cette région, et ainsi de permettre une comparaison avec le niveau de la France tel qu'il est évalué par le PNUD.

Tableau 1 : IDH et ses composantes, La Réunion et France, 2005-2007

	La Réunion		France	
	valeur	Indice	valeur	Indice
(R) PIB par habitant (\$PPA)	15400	0,84	30390	0,95
(V) Espérance de Vie (années)	77	0,87	81	0,93
(E) Education (1/3.S+2/3.A)		0,91		0,98
(S) taux de scolarisation (%)	84	0,84	95	0,95
(A) taux d'alphabétisme (%)	95	0,95	99	0,99
IDH (R+V+E)/3		0,87		0,95
<i>Rang (sur 180 pays et territoires)</i>		40		8

Notes : \$PPA : dollar parité des pouvoirs d'achat. L'indice correspond à une transformation min-max de chaque variable, il est compris entre 0 et 1.
Sources : Goujon et Hermet (2012)

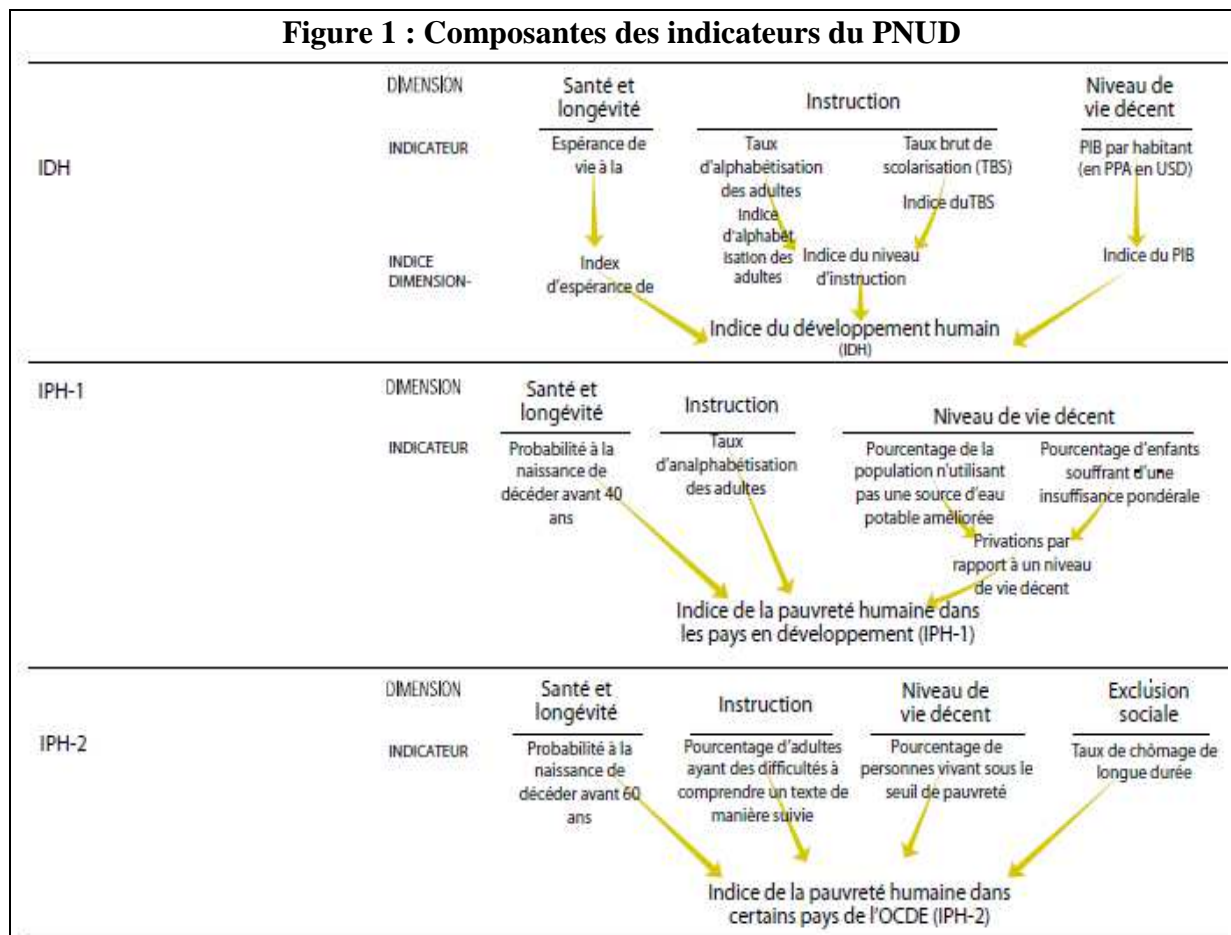
2. Une présentation de l'Indice de Pauvreté Humaine

L'Indice de Pauvreté Humaine (IPH) du PNUD a pour objectif de synthétiser dans un indicateur unique les multiples facettes de la pauvreté humaine. Sa méthodologie de construction, basée sur l'agrégation de quelques composantes ou variables, est similaire à celle de l'IDH (voir Figure 1).

2.1 Le principe de construction

De même que le « développement humain » ne se réduit pas à la seule évaluation du niveau du revenu moyen par habitant, le concept de « pauvreté humaine » ne se résume pas à l'insuffisance du revenu monétaire. Le concept de développement et de pauvreté est bien sûr plus complexe que ce que permet de mesurer l'IDH ou l'IPH à travers un nombre limité de

dimensions et de variables. Cependant, les variables retenues sont des mesures acceptées des principaux aspects du développement et de la pauvreté et sont très liées à la satisfaction des besoins essentiels comme l'alimentation, le logement, l'hygiène et les soins médicaux, le savoir, les capacités sociales. De plus, le nombre de variables doit demeurer limité pour que l'indicateur synthétique reste compréhensible et acceptable et fasse l'objet d'une utilisation dans le débat public. La reconnaissance internationale de ces indicateurs du PNUD semble prouver qu'ils rassemblent suffisamment d'informations tout en restant compréhensibles.



Source : Rapport sur le développement humain 2009, Note technique.

2.2 Les deux versions de l'IPH

Alors que l'IDH mesure les niveaux atteints dans les dimensions santé, éducation et moyens économiques, l'IPH mesure les insuffisances ou les privations dans ces dimensions.² Cependant, alors que l'IDH est mesuré de la même façon pour tous les pays, le PNUD considère que les aspects de la pauvreté, et par conséquent ses différentes dimensions et la façon de les mesurer, sont différentes entre les pays en développement et les pays développés. Cette distinction mène à deux versions de l'IPH : l'IPH-1 pour les pays en développement et l'IPH-2 pour les pays développés (voir Figure 1).

² C'est pourquoi plus l'IDH est élevé, plus le niveau de développement est grand, tandis que plus l'IPH est élevé, l'étendue de la pauvreté est plus grande.

Dans les dimensions santé et éducation les différences entre l'IPH-1 et l'IPH-2 se résument à des questions de seuils ou de niveaux : probabilité de décéder avant un certain âge, 40 ans pour l'IPH-1 et 60 ans pour l'IPH-2, niveau d'analphabétisme pour l'IPH-1 et d'illettrisme pour l'IPH-2.³ Dans la dimension des moyens économiques en revanche, les différences sont plus notables. Pour l'IPH-1, il est retenu une notion de pauvreté absolue mesurée par des éléments physiques : l'accès à l'eau potable et l'insuffisance pondérale des enfants. Pour l'IPH-2, c'est plutôt une notion de pauvreté monétaire relative qui est retenue et mesurée sur la base de la distribution des revenus, le seuil de pauvreté monétaire étant égal à la moitié de la médiane des revenus (par tête). Il est également ajouté à cette dimension celle de l'exclusion du marché du travail, mesurée par le taux de chômage de longue durée.

Depuis 2010, l'IPH a été remplacé par l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle dans les Rapports du PNUD (Voir Alkire, 2011, pour une présentation des principes et limites de cet indicateur). Le manque de données d'enquêtes nécessaires à la mesure des nombreuses dimensions de ce nouvel indice ne nous permet cependant pas de le calculer pour La Réunion.

Le niveau d'IPH évalué ici pour La Réunion est l'IPH-2. En effet, même si ce territoire accuse un certain retard de développement par rapport à la moyenne nationale, son niveau d'IDH le maintient dans la catégorie des pays ou territoires développés. Nous souhaitons par ailleurs comparer le degré de pauvreté de La Réunion à celui de la France métropolitaine, et ce dernier est naturellement évalué par le PNUD sur la base de l'IPH-2.

2.3 Le calcul de l'IPH-2

Le calcul de l'IPH-2 repose sur une formule d'agrégation qui est une moyenne des valeurs cubiques des variables (voir Tableau 2 pour la définition exacte de chaque variable) :

$$\text{IPH2} = \left[\frac{1}{4} (\mathbf{D}^\alpha + \mathbf{I}^\alpha + \mathbf{C}^\alpha + \mathbf{P}^\alpha) \right]^{\frac{1}{\alpha}}, \text{ avec } \alpha = 3, \text{ soit } \text{IPH2} = \left[\frac{1}{4} (\mathbf{D}^3 + \mathbf{I}^3 + \mathbf{C}^3 + \mathbf{P}^3) \right]^{\frac{1}{3}}$$

avec :
 D : probabilité de décéder avant 60 ans,
 I : taux d'illettrisme,
 C : taux de chômage de longue durée
 P : taux de pauvreté monétaire.

D'un point de vue méthodologique, l'IPH-2 semble accorder la même pondération de base aux quatre dimensions retenues. Cette formule a cependant pour effet d'augmenter le poids des variables présentant des niveaux élevés (ie des composantes où les pays présentent de faibles performances), et donc de pénaliser les pays négligeant l'un ou l'autre des domaines. La substituabilité entre les différentes dimensions, une critique souvent adressée à l'IDH (qui repose sur une moyenne simple) est de ce fait limitée pour l'IPH.⁴

³ Pour le PNUD, l'analphabétisme est l'incapacité de comprendre, lire et écrire un texte court tandis que l'illettrisme est défini comme un apprentissage imparfait de la lecture et de l'écriture. La question du type et des seuils de compétences testées est donc cruciale, et la difficulté vient du fait qu'ils peuvent différer entre les pays et les organismes qui évaluent ces compétences.

⁴ La valeur de α a une incidence importante sur l'IPH. Si $\alpha = 1$, l'IPH est la moyenne simple de ses dimensions. Lorsque α augmente, une pondération plus importante est donnée à la dimension la plus défavorable. La valeur $\alpha = 3$ est jugée par le PNUD comme étant la plus « équilibrée ». Ce choix est donc totalement subjectif. Pour une

Enfin, contrairement à l'IDH, les différentes variables ne sont pas soumises à un calcul de normalisation min-max, car elles s'expriment en pourcentage et sont par conséquent déjà normalisées entre 0 et 100. Le calcul de l'IPH est sur ce point plus transparent.

Tableau 2 : Les composantes de l'IPH-2, version 2009

Dimensions	Indicateurs	Définition de l'indicateur
1. Santé, longévité	Probabilité à la naissance de décéder avant 60 ans (2005-2010)	Complément à 100 de la probabilité de survie à 60 ans, plus communément utilisée (ou pourcentage de survivants à 60 ans pour une année donnée), parfois calculée sur une cohorte de 5 ans.
2. Savoir, éducation	Taux d'illettrisme des adultes âgés de 16 à 65 ans (1994-2003)	Proportion de la population adulte âgée de 16 à 65 ans se classant au niveau 1 de compréhension concernant les textes suivis, tel que défini dans l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (difficultés à comprendre un texte suivi)
3. Niveau de vie	Taux de pauvreté monétaire (2000-2005)	Pourcentage de la population vivant en deçà du seuil de pauvreté monétaire, équivalent à 50 % du revenu médian disponible des ménages corrigé selon la racine carrée du nombre de personnes dans le ménage.
4. Exclusion sociale	Taux de chômage de longue durée (2007)	Pourcentage de la population active âgée de 15 ans et plus sans emploi depuis plus de douze mois (chômage au sens du BIT c'est à dire en retenant trois critères : 1) le fait d'être totalement sans emploi, 2) d'être disponible pour travailler et 3) de rechercher activement un travail.

Sources : PNUD, Rapport Mondial sur le Développement Humain 2009

Le PNUD calcule l'IPH-2 pour une trentaine de pays (voir Tableau 3), les données couvrant la période fin des années 1990 – années 2000. On constate que pour ce groupe de pays les rangs IPH ne correspondent pas aux rangs IDH, révélant des différences notables en termes d'inégalités entre ces pays développés. Sans surprise, les pays du Nord de l'Europe, dotés d'un système de protection sociale fort, arrivent en tête du classement avec des taux d'IPH particulièrement faibles (moins de 10%). Les pays anglo-saxons en revanche ont tendance à être rétrogradés dans le classement IPH par rapport au classement IDH. La France quant à elle se maintient au huitième rang mondial, le même rang qu'elle obtient pour l'IDH.

analyse détaillée de la formule mathématique de l'IPH, se reporter à Anand et Sen (1997) et à la fiche technique figurant dans le Rapport Mondial sur le Développement Humain. Gadray et al (2006) dans son étude sur le Nord-Pas de Calais propose une formule de calcul simplifiée de l'IPH, utilisant la moyenne simple, qu'il considère comme plus transparente.

Tableau 3 : Extrait de l'IPH-2 et de ses composantes calculés par le PNUD

Classement selon l'IDH	Indice de la pauvreté humaine		Probabilité à la naissance de décéder avant 60 ans ²¹ (en % de la cohorte) 2005–2010	Personnes ayant des difficultés à comprendre un texte suivi ²¹ (en % des 16–65 ans) 1994–2003	Chômage de longue durée ²¹ (en % de la population active) 2007	Population vivant avec moins de 50 % du revenu médian ²¹ 2000–2005 ^c
	Rang	Valeur (en %)				
DÉVELOPPEMENT HUMAIN TRÈS ÉLEVÉ						
1 Norvège	2	6,6	6,6	7,9	0,2	7,1
2 Australie	14	12,0	6,4	17,0*	0,7	12,2
3 Islande	..	..	5,4	..	0,1	..
4 Canada	12	11,2	7,3	14,6	0,4	13,0
5 Irlande	23	15,9	6,9	22,6*	1,4	16,2
6 Pays-Bas	3	7,4	7,1	10,5*	1,3	4,9 ^f
7 Suède	1	6,0	6,3	7,5*	0,7	5,6
8 France	8	11,0	7,7	.. ^g	3,1	7,3
9 Suisse	7	10,6	6,4	15,9	1,5	7,6
10 Japon	13	11,6	6,2	.. ^g	1,2	11,8 ^h
11 Luxembourg	10	11,2	7,8	.. ^g	1,3	8,8
12 Finlande	5	7,9	8,2	10,4*	1,5	6,5
13 États-Unis	22	15,2	9,7	20,0	0,5	17,3
14 Autriche	9	11,0	7,6	.. ^g	1,2	7,7
15 Espagne	17	12,4	7,1	.. ^g	2,0	14,2
16 Danemark	4	7,7	9,2	9,6*	0,7	5,6
17 Belgique	15	12,2	8,0	18,4 ^{kl}	3,8	8,1
18 Italie	25	29,8	6,8	47,0	2,8	12,8
20 Nouvelle-Zélande	..	..	7,6	18,4*	0,2	..
21 Royaume-Uni	21	14,6	7,8	21,8*	1,3	11,6
22 Allemagne	6	10,1	7,6	14,4*	4,8	8,4
25 Grèce	18	12,5	7,0	.. ^g	4,1	14,3
26 Corée (République de)	..	..	8,1	..	0,0	..
34 Portugal	..	..	8,7	..	3,7	..
36 République tchèque	11	11,2	10,2	.. ^g	2,8	4,9 ^f
DÉVELOPPEMENT HUMAIN ÉLEVÉ						
41 Pologne	19	12,8	13,2	.. ^g	4,4	11,5
42 Slovaquie	16	12,4	13,3	.. ^g	7,8	7,0 ^f
43 Hongrie	20	13,2	16,4	.. ^g	3,5	6,4 ^f
53 Mexique	24	28,1	13,0	43,2 ⁱ	0,1	18,4
79 Turquie	..	..	14,9	..	3,1	..

Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2009.

3. Le calcul de l'IPH pour La Réunion

Calculé uniquement au niveau international par le PNUD, l'IPH-2 a fait l'objet de tentatives d'évaluation au niveau régional dans deux études françaises, l'une relative à la région Nord-Pas-de-Calais (Gadray et al, 2006), et l'autre à l'Ile-de-France (Boutaud, 2007). Dans notre calcul pour La Réunion, nous avons été confrontés à des difficultés similaires à celles rencontrées par ces deux études pour l'évaluation de certaines des composantes. Certaines de leurs méthodes d'approximation ont alors été reprises.

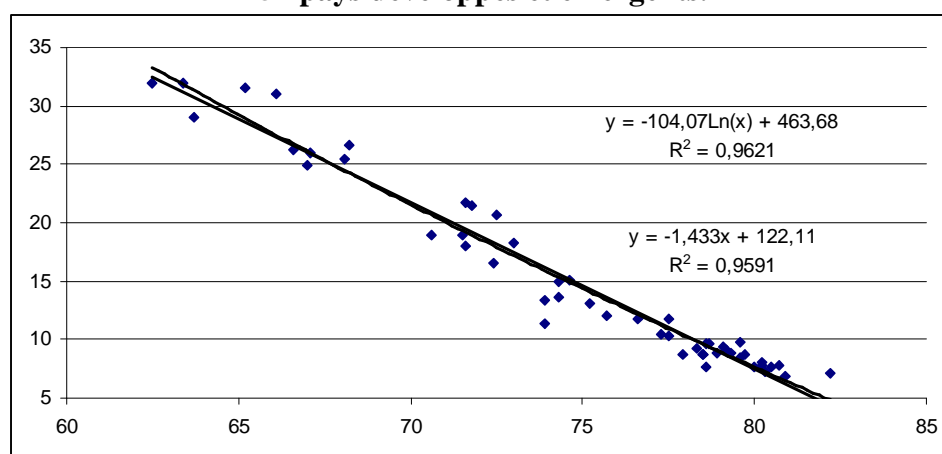
Dans le dernier calcul publié par le PNUD en 2009, chacune des composantes étant calculée sur une période spécifique, nous tentons de reprendre autant que faire se peut ces mêmes périodes pour La Réunion.

3.1 Probabilité à la naissance de décéder avant 60 ans en 2005-2010

La probabilité à la naissance de décéder avant 60 ans est le complément à 100 de la probabilité de survie à 60 ans, qui est calculée à partir des tables de mortalité fournissant les taux de mortalité par âge. Dans les données du PNUD, la probabilité à la naissance de décéder avant 60 ans est de 7,7% pour la France pour la période 2005-2010. Pour les régions, l'INSEE produit des tables de mortalités à partir des estimations localisées de population (ELP) mais ces tables sont en général difficiles d'accès. L'INSEE fournit en revanche l'espérance de vie dans les régions, qui est en moyenne de 76 ans à La Réunion sur la période 2005-2010 (contre 80 ans pour la France).

En première approximation cependant, on peut considérer qu'il existe une relation entre l'espérance de vie (utilisée dans l'IDH) et la probabilité de décéder avant 60 ans (utilisée dans l'IPH-2). Dans le graphique suivant, sont reportés les couples d'observations de la probabilité de décéder avant 60 ans et de l'espérance de vie pour 51 pays développés et émergents pour lesquels le PNUD fournit ces informations. La relation, qu'elle soit linéaire ou log-linéaire est presque parfaite (le coefficient de détermination R^2 étant très proche de 1, la qualité d'ajustement de la droite de régression par les moindres carrés ordinaires s'avère donc très bonne).

Figure 2 : La relation entre Espérance de vie et Probabilité de décéder avant 60 ans, 51 pays développés et émergents.



Notes : Espérance de vie (en abscisse, en années) et probabilité de décéder avant 60 ans (en ordonnées, en %). Sources : PNUD, et calculs des auteurs

A partir de l'espérance de vie qui est de 76 ans à La Réunion, cette relation nous permet d'obtenir une prédiction de la probabilité de décéder avant 60 ans. Cette dernière est respectivement de 13,0% (log-linéaire) et de 13,2% (linéaire), ce qui situe La Réunion au même niveau que les pays ayant un niveau d'IDH comparable (Pologne, Slovaquie...).

3.2 Taux d'illettrisme en 1994-2003

Le taux d'illettrisme est défini par le PNUD comme « la proportion des adultes de 16 à 65 ans ayant des difficultés à comprendre un texte suivi, c'est-à-dire se situant au niveau 1 de compréhension défini dans l'Enquête Internationale sur l'Alphabétisation des Adultes (EIAA) ». La France ne fournit pas de données correspondant à cette définition. Les données relatives à la France sur l'illettrisme proviennent de l'enquête Information et Vie Quotidienne (IVQ) de l'INSEE qui s'intéresse à un échantillon de population à peu près comparable (18 à 65 ans). L'illettrisme y est défini comme une « situation face à l'écrit des personnes qui, bien qu'ayant suivi une scolarité en français pendant au moins cinq années, ne parviennent pas, seules et avec le seul recours de l'écrit, à comprendre efficacement un texte écrit portant sur des situations de la vie quotidienne, et/ou ne parviennent pas à transmettre efficacement un message par écrit ». Selon l'INSEE, le taux d'illettrisme correspondant à cette définition serait d'environ 10% de la population de 18 à 65 ans en France. Cependant, ce protocole d'enquête et de mesure de l'INSEE a été jugé suffisamment différent du protocole EIAA par le PNUD pour que celui-ci n'utilise pas les évaluations de l'INSEE. Ainsi, pour la France, le PNUD utilise la moyenne simple des pays proches pour lesquels on dispose de données, donnant une estimation de 16,4% (soit un coefficient d'amplification d'environ 1,5 par rapport à l'estimation de l'INSEE).

Pour La Réunion, selon l'INSEE (2008), le taux d'illettrisme serait de l'ordre de 20%, ce qui est deux fois plus important qu'en métropole. Souhaitant comparer le niveau de La Réunion à celui de la France tel qu'il est publié par le PNUD, nous faisons le choix de garder le coefficient d'amplification d'environ 1,5 entre l'estimation de l'INSEE et le chiffre utilisé par le PNUD pour la France. Le taux d'illettrisme à La Réunion au sens du PNUD serait donc d'environ 30%, ce qui place La Réunion parmi les pays présentant les moins bonnes performances selon le PNUD, même si elle reste en meilleure position que l'Italie par exemple (47% d'illettrisme).

3.3 Le taux de chômage de longue durée dans la population active en 2007

Le PNUD utilise des données de l'OCDE sur le chômage de longue durée et sur la population active, qui correspondent aux définitions du Bureau International du Travail (BIT). Le chômage est la situation de « toutes les personnes au-dessus d'un âge donné (15 ans) qui n'occupent pas un emploi rémunéré ou ne travaillent pas à leur propre compte, mais sont disponibles pour travailler et ont pris des mesures spécifiques en vue de la recherche d'un emploi rémunéré ou de travailler à leur propre compte ». Le chômage de longue durée est la situation de « chômage d'une durée de plus de 12 mois ». Pour 2007, selon cette définition la France connaissait un taux de chômage de longue durée de 3,1% de la population active.

L'enquête emploi menée au niveau régional par l'INSEE répond aux exigences du BIT, en dénombrant à la fois la population active et le nombre de personnes à la recherche d'un emploi, et le rapport entre les deux (le taux de chômage au sens du BIT). Cependant, les

données publiées par l'INSEE ne fournissent pas le taux de chômage de longue durée au sens du BIT pour les régions. En revanche, les données administratives de Pôle Emploi sur les demandeurs d'emplois enregistrés en fin de mois (DEFM) fournissent un enregistrement du chômage de longue durée, mais elles ne correspondent pas aux critères du BIT et ne permettent pas de comparaisons internationales directes entre les régions. Pour faire face à cette difficulté, nous adoptons la méthodologie employée dans l'étude sur le Nord-Pas-de-Calais (Gadray, 2006) consistant à supposer que la déformation observée entre les données de l'enquête emploi et les données Pôle Emploi est la même au niveau national et régional.⁵ Ainsi, on suppose que la part du chômage de longue durée dans le chômage au sens du BIT est semblable à celle constatée dans les DEFM.

Pour La Réunion, on utilise par conséquent les données de l'enquête emploi de l'INSEE qui se déroule au cours du deuxième trimestre de chaque année et les données sur les DEFM (enregistrées au 31 décembre pour les données annuelles). Selon l'INSEE, c'est le nombre de DEFM de catégorie A qui s'approche le plus de la définition et donc de l'estimation INSEE / BIT.⁶ Le Tableau 4 rassemble les données relatives à ces différentes définitions (Source : INSEE-TER).

Tableau 4 : Chômage au sens du BIT et demandeurs d'emploi 2005-2010, La Réunion

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de chômeurs au sens du BIT			75100	78500	89000	98500
Taux de chômage au sens du BIT (%)	31,3	29,1	24,4	24,4	27,3	28,9
Nombre de demandeurs emploi (DEFM catégorie A)	86400	77500	72100	81600	101200	113200
Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM catégorie A) de longue durée	36400	36100	29800	30700	47100	61800
Taux de demande d'emploi de longue durée (dans les DEFM catégorie A) (%)	42,1	46,6	41,3	37,6	46,5	54,6
<i>Estimation taux de chômage longue durée au sens du BIT (%)</i>	<i>13,2</i>	<i>13,6</i>	<i>10,1</i>	<i>9,2</i>	<i>12,7</i>	<i>15,8</i>

Sources : Chômage au sens du BIT, INSEE, enquêtes emploi annuelles DOM (situation au 2^{ème} trimestre) et DEFM Demandeurs d'emploi de catégorie A, Pôle Emploi (données brutes au 31 décembre). Calculs des auteurs.

Pour La Réunion en 2007, la part des chômeurs de longue durée dans les demandeurs d'emploi de catégorie A est d'environ 41%. Appliqué au taux de chômage au sens du BIT (24,4%), les chômeurs de longue durée représenteraient alors environ 10% de la population active. Ce niveau est bien plus important que celui de la France (3,1%) et ceux des autres pays pour lesquels le PNUD fournit des données (entre 0 et 8%) en 2007. Il est de plus minimal comparé à la situation de La Réunion sur la période 2005-2010 (le taux de chômage de longue

⁵ Gadray et al (2006) vérifient que cette méthodologie appliquée à la France entière fournit des résultats similaires à ceux du PNUD.

⁶ Demandeur d'emploi (source : INSEE-TER 2011) : personne inscrite en fin de mois à Pôle emploi. Depuis février 2009, les demandeurs d'emploi sont classifiés en cinq catégories (de A à E). La nouvelle catégorie A comprend les demandeurs d'emploi sans emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Elle est équivalente au regroupement des anciennes catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Selon l'enquête Emploi réalisée annuellement par l'INSEE, environ 11 % des chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Ils effectuent cependant d'autres types de démarches.

durée est d'environ 12,5% sur cette période). Le chômage de longue durée, et la situation d'exclusion sociale qui l'accompagne, est donc une dimension importante de la pauvreté humaine à La Réunion.

3.4 Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté monétaire en 2000-2005

Dans le calcul de l'IPH-2, la pauvreté monétaire répond une définition relative de la pauvreté où le seuil de pauvreté est défini non pas en termes d'insuffisance dans la couverture de besoins fondamentaux, mais comme une proportion fixe du revenu moyen de la population. Ce seuil est égal à 50 % du revenu disponible médian par unité de consommation (revenu des ménages divisé par la racine carrée du nombre de personnes dans le ménage pour obtenir un équivalent par unité de consommation). Les données utilisées au niveau international par le PNUD peuvent être assez hétérogènes, mais pour la France c'est essentiellement l'enquête sur les revenus fiscaux des ménages de l'INSEE qui est utilisée. Pour la France, la proportion de pauvres est estimée à 7,3% sur la période 2000-2005 par le PNUD, ce qui correspond aux évaluations de l'INSEE sur cette période. Le manque de données relatives aux revenus fiscaux au niveau des régions a conduit les auteurs des travaux sur le Nord-Pas-de-Calais et l'Ile-de-France à utiliser d'autres sources d'informations, comme les données relatives aux prestations sociales fournies par la CAF et l'INSEE (nombres de bénéficiaires des minima sociaux ou du RMI...).

Pour La Réunion, les statistiques publiées par l'INSEE-TER révèlent une inégalité ou disparité des revenus plus forte qu'en métropole. La région se caractérise en effet par un revenu net annuel moyen déclaré (ie tout type de revenus confondus) équivalent au 2/3 de la moyenne nationale (Tableau 5). De plus, environ les trois quarts des foyers fiscaux comptabilisés sont non-imposables (contre la moitié au niveau national) et ces foyers présentent un revenu plus faible que la moyenne nationale. A l'inverse, le revenu des ménages réunionnais soumis à l'impôt atteint un niveau nettement supérieur à celui observé pour la France entière.⁷

L'INSEE-TER fournit des données pour les années 2000 sur les revenus fiscaux déclarés des ménages par unité de consommation⁸, mais qui n'intègrent pas les prestations sociales. L'INSEE-TER présente également des données sur le revenu disponible brut des ménages (RDB), incluant les prestations sociales⁹, mais uniquement par habitant et non par unité de consommation, ce qui ne correspond pas à la définition du PNUD. Ce n'est seulement qu'à partir de l'année 2008 (INSEE-TER 2011) que le RDB est présenté par unité de

⁷ La Réunion présente des inégalités fortes par catégories socioprofessionnelles. C'est l'une des régions affichant les rémunérations salariales nettes annuelles moyennes les plus élevées pour les professions intermédiaires (6ème position régionale en 2007) et les cadres (7ème rang); tandis que le salaire moyen des employés et celui des ouvriers font partie des plus faibles (respectivement 20ème et 25ème position) selon l'IEDOM (2010).

⁸ Ou « équivalent adulte », avec prise en compte du nombre d'individus composant le ménage, ce qui correspond à peu de chose près à la correction du PNUD par la division par la racine carré du nombre de personnes composant le ménage. Le nombre d'unité de consommation (UC) est calculé à l'aide d'une échelle d'équivalence qui affecte un poids à chaque individu du ménage. L'échelle d'équivalence la plus utilisée est celle de "l'OCDE modifiée" qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans.

⁹ En comptabilité nationale, le revenu disponible des ménages comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs (impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et les contributions sociales généralisées et contribution à la réduction de la dette sociale).

consommation, alors que nous devons comparer ces données à celle utilisées par le PNUD pour la période 2000-2005. Cependant, l'évolution relative du RDB par habitant de La Réunion par rapport à la France étant très lente (voir Tableau 5), on peut supposer que les données sur le RDB par unité de consommation de l'année 2008 peuvent être utilisées pour représenter les niveaux de pauvreté relative du début de la décennie.¹⁰

Tableau 5 : Revenu disponible des ménages par an par habitant, en Euro

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Réunion	10906	11418	11792	12435	13052	13709	14278
France	16481	16807	17434	17888	18609	19457	20012
Réunion / France	66%	68%	68%	70%	70%	70%	71%

Source : INSEE-TER 2010

Le Tableau 6 présente les données de l'INSEE-TER 2011 sur les déciles de niveaux de vie (basé sur le RDB par unité de consommation) et les calculs de taux de pauvreté au sens de l'INSEE pour l'année 2008. Alors que l'INSEE considère un seuil de pauvreté égal à 60% du revenu médian, le PNUD utilise un seuil de 50%. On doit donc se servir de la distribution par déciles pour retrouver le taux de pauvreté au sens du PNUD.

Tableau 6 : Niveaux de vie, inégalités et taux de pauvreté monétaire, La Réunion, 2008.

Déciles de niveau de vie (en euros/mois)	La Réunion	France métropolitaine
D1	480	830
D2	610	1040
D3	690	1210
D4	790	1370
D5 (médian)	920	1520
D6	1100	1680
D7	1320	1890
D8	1740	2180
D9	2520	2760
Seuil de pauvreté INSEE (60% revenu médian métropole)	911	911
Taux de pauvreté INSEE (%)	49	13
Seuil de pauvreté PNUD (50% revenu médian métropole)	760	760
Taux de pauvreté PNUD (%)	40	<10

Notes : Niveau de vie : revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation du ménage. Déciles : les neuf déciles séparent la distribution des niveaux de vie en 10 parts égales. Le niveau de vie médian correspond au cinquième décile, au-dessous duquel se situent les 50% les plus modestes de la population. Seuil de pauvreté : il correspond à 50 ou 60 % du niveau de vie médian. Un individu est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Taux de pauvreté : c'est la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Sources : INSEE-TER 2011 et calculs des auteurs.

¹⁰ Voir INSEE – Economie de La réunion n°134 sur différentes mesures de la pauvreté pour les années 2000-2006, mais ne correspondant pas à la définition du PNUD.

Le seuil de 50% du revenu médian correspond à 460€ pour La Réunion et 760€ pour la Métropole. En retenant le premier seuil, le taux de pauvreté à La Réunion serait inférieur à 10% puisque le niveau de 460€ se situe en deçà du 1^{er} décile (480€). En retenant le second seuil, à l'instar de l'INSEE, le niveau de pauvreté au sens du PNUD pour La Réunion serait d'environ 40% puisque le seuil de 50% du revenu médian de la Métropole (760€) se situe légèrement en dessous du 4^{ème} décile de revenu de La Réunion (790€).¹¹

Cette estimation est très proche de celle qui peut être faite par exemple à partir de la couverture de la population par les minima sociaux qui tous sont inférieurs au seuil de 760€ en 2008 (RMI, ASPA, API...). En effet, sur les années 2000, environ 35% de la population réunionnaise était bénéficiaire, en étant allocataires ou ayants droits, des minima sociaux (calculs à partir des données INSEE-TER).

4. Le niveau de l'IPH-2 pour La Réunion

Le Tableau 7 récapitule les résultats pour La Réunion des estimations des différentes variables entrant dans la définition de l'IPH-2, et rappelle les données du PNUD pour la France. En appliquant la formule de calcul, le niveau IPH-2 à La Réunion serait égal à 29% contre 11% pour la France.

Tableau 7 : Niveau IPH-2 et des composantes, La Réunion et France

En %	Réunion	France
Probabilité de décéder avant 60 ans (2005-2010)	13	7,7
Taux d'illettrisme des adultes (1994-2003)	30	16,4
Taux de chômage de longue durée (2007)	10	3,1
Taux de pauvreté monétaire (2000-2005)	40	7,3
IPH2	28,6	11,0
<i>Rang (sur 25 pays)</i>	25	8

Sources : PNUD et auteurs

Même si le retard de La Réunion est sensible sur les quatre dimensions, ce niveau élevé de la pauvreté mesurée par l'IPH-2 est dû en bonne partie au fort taux de pauvreté monétaire (tout comme la faiblesse de l'IDH de La Réunion est expliquée principalement par un niveau faible de PIB par tête, voir Goujon et Hermet, 2012).

En se référant par ailleurs au Tableau 3, on constate que le niveau d'IPH-2 place La Réunion aux derniers rangs du classement du PNUD sur 25 pays, soit à la hauteur du Mexique (IPH-2 = 28%) et de l'Italie (IPH-2 = 30%), et surtout loin derrière les autres pays (situés dans une fourchette IPH-2 comprise entre 6% et 16%). On peut également relever que des pays proches de La Réunion en termes d'IDH (Pologne, Slovaquie, Hongrie) ont des niveaux nettement plus faibles de pauvreté humaine (environ 13%), suggérant que les inégalités sont nettement moins fortes dans ces pays au développement humain comparable à celui de La Réunion (Tableau 8).

¹¹ Par interpolation linéaire, en faisant l'hypothèse que la distribution est linéaire dans le quatrième décile, 760€ correspond à un taux de pauvreté de 39,6%.

La comparaison de ces indicateurs montre que la proportion de Réunionnais vivant dans des conditions de dénuement est significativement plus élevée que dans d'autres pays appartenant au même niveau de développement. Les disparités au sein de ce département français sont donc particulièrement marquées quand on les compare à celles de territoires équivalents en termes de développement humain.

Tableau 8 : Comparaison des PIB par habitant, niveaux IPH et IDH entre La Réunion et des pays à niveau d'IDH comparable.

	PIB par hab	Rang IDH	Rang IPH	Niveau IPH-2
Rép. Tchèque	24 100	36	11	11,2
<i>La Réunion</i>	<i>15 400</i>	<i>40</i>	<i>25</i>	<i>28,6</i>
Pologne	16 000	41	19	12,8
Slovaquie	20 100	42	16	12,4
Hongrie	18 800	43	20	13,2

Notes : PIB par habitant en dollar PPA et rang IDH 2007 sur 180 pays, Rang et valeur IPH tels que publiés dans le Rapport sur le Développement Humain 2009 sur 25 pays. Pour La Réunion, PIB par habitant 2005 et rang IDH 2005-2007, Goujon et Hermet (2012). Sources : PNUD et calculs des auteurs.

5. Conclusion

L'exercice présenté ici fournit une évaluation synthétique du niveau de pauvreté humaine pour La Réunion suivant la méthodologie utilisée par le PNUD. On offre ainsi la possibilité de comparer le niveau de pauvreté de ce DOM à la moyenne nationale française, mais aussi à celle d'autres pays, en particulier ceux ayant des pays de niveaux de développement humain comparable (Pologne, Hongrie...).

La faible couverture géographique de l'IPH-2 dans les publications du PNUD limite cependant la portée de cet outil. On est ainsi dans l'impossibilité par exemple de comparer l'étendue de la pauvreté de La Réunion par rapport à ses voisins géographiques immédiats, notamment les autres économies insulaires de la région Océan Indien (Maurice, Seychelles...). Ces derniers présentant des niveaux de développement plus faibles, leur degré de pauvreté est évalué par le PNUD suivant la version de l'IPH réservée aux pays en développement (IPH-1). S'agissant par ailleurs de l'autre DOM de la région, Mayotte, se pose clairement la question du choix de la version de l'IPH pour évaluer l'étendue de la pauvreté au sein de ce récent département français. Avec l'équivalent d'une 100^{ème} place sur l'échelle de l>IDH, Mayotte présente en effet de loin le niveau de développement humain le plus faible de l'Union Européenne (Goujon et Hermet, 2012). En se référant aux normes du PNUD, ce résultat impose logiquement l'utilisation de l'IPH-1 comme indicateur de pauvreté. Ce choix exclut néanmoins de facto toute comparaison de la pauvreté mahoraise avec celle de La Réunion ou de la France continentale où seule l'IPH-2 est évaluée.

Au final, le champ de comparaison de l'IPH étant restreint, l'intérêt de reprendre intégralement la formule utilisée par le PNUD s'avère limité s'agissant notamment d'une comparaison entre les DOM et la France métropolitaine. Dans un travail ultérieur, il serait

davantage pertinent de se focaliser sur une étude de la pauvreté qui ne couvrirait que les régions françaises (DOM inclus). Tout en conservant l'intérêt d'un indicateur multidimensionnel de type IPH, on pourrait ainsi utiliser pleinement les données nationales (chômage de longue durée de l'ANPE, taux d'illettrisme de l'INSEE...) sans avoir à les modifier pour les rendre compatibles aux standards internationaux. L'indicateur de pauvreté obtenu permettrait alors des comparaisons pertinentes entre les DOM et les autres régions de France.

Enfin, depuis 2010, l'IPH a été remplacé dans les publications du PNUD par l'Indicateur de pauvreté multidimensionnelle (voir Alkire, 2011), dont il s'agirait d'évaluer les possibilités de calcul pour les DOM.

Références

Anand S. et Sen A. (1997): *Concepts of Human Development and Poverty: A Multidimensional Perspective*, New York: UNDP.

Alkire S. (2011), « Mesurer la pauvreté multidimensionnelle : les limites », *Revue d'Economie du Développement*, vol 25, p. 61-104.

Boutaud A. (2007), « Les indices synthétiques du PNUD en région Ile-de-France », *Etude pour le MIPES - Conseil Régional Ile-de-France*.

Gadray J., Ruyters C. et Laffut M. (2006), « Des indicateurs régionaux de développement humain dans le Nord-Pas-de-Calais et en Wallonie », *Etude pour le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais*.

Goujon M. (2008), « L'indice de Développement Humain : Une évaluation pour La Réunion », *Région et Développement* n°27, p225-244.

Goujon M. (2009), « L'indice de Développement Humain de La Réunion: des progrès depuis 20 ans mais un retard persistant », *INSEE-Economie de La Réunion* n°134, p.32-36 et une version plus détaillée dans CERDI-Etudes et Documents 2009.05.

Goujon M. et Hermet F. (2012), « L'indice de Développement Humain : Une évaluation pour Mayotte », *Région et Développement*, n°36.

IEDOM (2010), *Réunion – Rapport annuel 2009*, Paris.

INSEE-Réunion (2008), « Compétences à l'écrit, en calcul, à l'oral », *INSEE partenaires* n°2, Octobre.

INSEE-Réunion, *Tableau Economique de La Réunion* (INSEE-TER)

PNUD (2009), *Rapport Mondial sur le Développement Humain*. New York : UNDP.